



**HAL**  
open science

# L'unification économique de l'Allemagne – modalités et répercussions

Bernd Zielinski

► **To cite this version:**

Bernd Zielinski. L'unification économique de l'Allemagne – modalités et répercussions. *Revue d'Allemagne et des Pays de langue allemande*, 2022, 54 (2), pp.515-530. 10.4000/allemande.3332 . hal-04758164

**HAL Id: hal-04758164**

**<https://hal.parisnanterre.fr/hal-04758164v1>**

Submitted on 29 Oct 2024

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial 4.0 International License

---

## L'unification économique de l'Allemagne – modalités et répercussions

Bernd Zielinski

---



### Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/allemande/3332>

DOI : [10.4000/allemande.3332](https://doi.org/10.4000/allemande.3332)

ISSN : 2605-7913

### Éditeur :

Presses universitaires de Strasbourg, Société d'études allemandes

### Édition imprimée

Date de publication : 9 décembre 2022

Pagination : 515-529

ISBN : 979-10-344-0140-6

ISSN : 0035-0974

### Référence électronique

Bernd Zielinski, « L'unification économique de l'Allemagne – modalités et répercussions », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande* [En ligne], 54-2 | 2022, mis en ligne le 29 décembre 2023, consulté le 21 juin 2024. URL : <http://journals.openedition.org/allemande/3332> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/allemande.3332>

---

## L'unification économique de l'Allemagne – modalités et répercussions

■ Bernd Zielinski\*

30 ans après l'unification allemande, le bilan concernant la situation économique, sociale et politique de l'Allemagne de l'Est reste ambivalent. La modernisation globale et profonde de l'économie et des infrastructures de l'ex-RDA au cours des trois dernières décennies est indéniable. Une partie importante de cette modernisation était possible grâce aux transferts financiers de l'Ouest à l'Est. Après une période d'environ 15 ans marquée par des difficultés économiques et financières, la situation de l'Allemagne unifiée s'est sensiblement améliorée depuis la deuxième moitié des années 2000, et l'Allemagne de l'Est a également profité de cette évolution<sup>(1)</sup>. Cela s'est notamment traduit par une baisse conséquente du chômage, passé en ex-RDA d'environ 20 % en 2005 à 7 % en 2019<sup>(2)</sup>. Le bilan est également positif si on compare l'Allemagne de l'Est aux autres pays post-communistes d'Europe.

Malgré ces succès, dans les cinq nouveaux *Länder* persistent certains écarts avec l'Ouest dans des domaines économiques et sociaux importants, comme la productivité ou les revenus. On constate dans ce contexte des particularités inquiétantes dans le domaine des opinions politiques. Parmi les citoyens est-allemands existent ainsi une plus grande distance et un plus grand scepticisme qu'à l'Ouest par rapport au fonctionnement du système démocratique<sup>(3)</sup>. Ce sont surtout les succès à l'Est du parti d'extrême droite AfD et des mouvements protestataires populistes comme Pegida qui inquiètent et posent la question des origines de tels problèmes.

---

\* Professeur de civilisation allemande à l'Université Paris Nanterre (CRPM).

1 INSTITUT FÜR WIRTSCHAFTSFORSCHUNG HALLE (éd.), *Vereintes Land – Drei Jahrzehnte nach dem Mauerfall*, Halle, 2019, p. 7.

2 BERLIN INSTITUT FÜR BEVÖLKERUNG UND ENTWICKLUNG (éd.), *Vielfalt der Einheit. Wo Deutschland nach 30 Jahren zusammengewachsen ist*, Berlin, 2020, p. 26.

3 DEUTSCHER BUNDESTAG (éd.), *Abschlussbericht der Kommission "30 Jahre friedliche Revolution und deutsche Einheit"*, Berlin, 2020, p. 71.

Nous estimons que certains choix de l'année 1990 en matière de transformation systémique de l'économie communiste de la RDA et son intégration dans l'espace économique de l'Allemagne unifiée ont eu des impacts problématiques à long terme qui expliquent, en partie, les phénomènes évoqués. Il s'agit en quelque sorte d'identifier l'impact du passé dans le présent. En même temps, il convient d'élargir la perspective et se demander comment les effets de l'unification ont accéléré certaines transformations d'inspiration libérale du système ouest-allemand et par conséquent de l'ordre économique de l'Allemagne dans son ensemble<sup>(4)</sup>. On évoquera également la dimension européenne car l'unification allemande y a eu un impact qui se fait sentir jusqu'à aujourd'hui.

### Les choix stratégiques de l'unification économique

Dans l'ensemble, l'unification économique de 1990 s'est réalisée sous la forme d'un transfert rapide et quasi complet à l'Est des institutions ouest-allemandes de l'« économie sociale de marché »<sup>(5)</sup>. Il s'agissait d'une « thérapie de choc », basée sur la confiance dans les capacités d'autorégulation du marché. Cette stratégie qu'on peut également qualifier d'holiste par opposition à une transformation systémique graduelle, fut préconisée par des institutions internationales comme le FMI et la Banque mondiale et appliquée sous différentes variantes dans plusieurs pays d'Europe de l'Est lors de la transformation des économies communistes<sup>(6)</sup>. Elle correspondait également aux orientations du gouvernement conservateur-libéral (CDU-FDP) de Helmut Kohl qui était en fonction depuis 1982 et fut à l'origine déclinée sous sa forme ordo-libérale selon le principe qu'un transfert à l'Est des institutions économiques ouest-allemandes allait garantir le succès du processus de transformation. Cette option stratégique a néanmoins dû être corrigée partiellement, notamment parce que les anticipations de son efficacité se sont avérées beaucoup trop optimistes. À titre d'exemple, la crise économique profonde qu'a traversée l'ex-RDA après l'unification a dû être atténuée par des transferts financiers beaucoup plus massifs que prévu de l'Ouest à l'Est, transferts qui ont également permis une modernisation rapide des infrastructures. Le cas de la transformation de l'économie est-allemande est donc une variante spécifique du holisme marquée par le fait que la transformation du système est-allemand et l'unification allemande se sont superposées<sup>(7)</sup>.

Entre la chute du mur de Berlin le 9 novembre 1989 et les premières élections libres du 18 mars 1990, les débats sur les réformes économiques en RDA vont se dérouler essentiellement à la dite « Table ronde », un forum de transition démocratique mis en place le 7 décembre 1989 et qui réunit notamment les représentants des mouvements citoyens de l'opposition et le parti communiste en mutation. La perspective prédominante y était la mise en œuvre d'une politique économique de « troisième voie » visant à introduire en RDA un système de « socialisme démocratique », tout en intégrant

4 Voir sur le phénomène de la « co-transformation » des économies de marché des pays occidentaux également Phillip THER, *Die neue Ordnung auf dem alten Kontinent. Eine Geschichte des neoliberalen Europa*, Francfort-sur-le-Main, Suhrkamp, 2016.

5 Gerhard LEHMBRUCH, « Die deutsche Vereinigung: Strukturen und Strategien », *Politische Vierteljahresschrift. Zeitschrift der Deutschen Vereinigung für politische Wissenschaft*, n° 4 (1991), p. 585-605.

6 P. THER, *Die neue Ordnung* (note 4), p. 56.

7 Bernd ZIELINSKI, *Allemagne 1990. Économie politique de l'unification*, Paris, L'Harmattan, 2004.

des éléments d'économie de marché. Les premières réformes furent appliquées dans un contexte économique extrêmement difficile, notamment marqué par plusieurs dizaines de milliers de migrants est-allemands partant vers l'Ouest.

### L'union économique, monétaire et sociale

C'est dans ce contexte que le 6 février 1990, Helmut Kohl propose à la RDA l'établissement d'une union monétaire, censée stabiliser la situation à l'Est et freiner le flux de migrants.

En RFA, le projet suscitait les critiques, entre autres celle des experts et des institutions économiques officielles. La *Bundesbank* et le Conseil d'experts économiques (*Sachverständigenrat*) soulignaient les dangers économiques et sociaux de cette « thérapie de choc » consistant à introduire rapidement le *deutschemark* et les institutions économiques ouest-allemandes dans une RDA marquée par des infrastructures en partie délabrées et par le faible niveau de productivité de son industrie. À l'instar du « Conseil d'experts », une grande partie des économistes préconisaient une solution par étapes (*Stufenlösung*) et s'appuyaient sur la « théorie du couronnement » (*Krönungstheorie*). Selon cette approche, l'introduction du *deutschemark* (DM) en RDA devait uniquement être l'étape finale (le couronnement) d'un processus de convergence économique plus ou moins long entre les deux Allemagnes<sup>(8)</sup>.

Face aux critiques fondamentales que suscitait le projet d'union monétaire le chancelier Kohl fit valoir son droit à fixer les lignes directrices du gouvernement. Aux critiques des économistes sceptiques furent opposées les théories classiques de l'économiste autrichien Josef Schumpeter, soit un processus modernisateur de « destruction créatrice » à l'Est. Au cours de ce processus, les anciennes entreprises non-compétitives seraient remplacées rapidement par des entités de production modernes, en particulier grâce aux investissements directs étrangers. Pour appuyer leur vision optimiste, les responsables politiques ouest-allemands faisaient référence à la réforme monétaire qui avait introduit le mark en Allemagne de l'Ouest en 1948 et permis le miracle économique des années 1950. En outre, Helmut Kohl considérait l'union monétaire comme un moyen de préparer l'unification politique, qui se réalisa finalement le 3 octobre 1990 sur la base de l'article 23 de la Loi fondamentale permettant l'adhésion de la RDA à la RFA, en écartant l'article 146 qui prévoyait l'élaboration d'une nouvelle constitution pour l'Allemagne unifiée. Auparavant, lors des élections est-allemandes du 18 mars, la victoire surprenante de l'« Alliance pour l'Allemagne » menée par la CDU-Est de Lothar de Maizière ouvrait la voie à l'union économique, sociale et monétaire rapide du premier juillet. Les négociations entre RFA et RDA pour son élaboration furent largement dominées par la partie ouest-allemande. À titre d'exemple, les propositions du gouvernement de Maizière visant un protectionnisme partiel temporaire pour l'industrie est-allemande furent refusées par le gouvernement Kohl<sup>(9)</sup>.

---

8 Dieter GROSSER, *Das Wagnis der Währungs-, Wirtschafts- und Sozialunion. Politische Zwänge im Konflikt mit ökonomischen Regeln*, Stuttgart, Deutsche Verlags-Anstalt, 1998, p. 189 sq.

9 Enquête Kommission « Überwindung der Folgen der SED Diktatur im Prozeß der deutschen Einheit » (éd.), tome III/3: « Wirtschafts-, Sozial- und Umweltpolitik », p. 200; B. ZIELINSKI, *Allemagne 1990* (note 7), p. 88.

Après l'introduction du *deutschemark*, le choc d'adaptation subi par l'économie est-allemande fut beaucoup plus brutal que prévu, entraînant une véritable « désindustrialisation » et l'augmentation massive du chômage. L'industrie des cinq nouveaux *Länder* fut en grande partie évincée du marché intérieur par la concurrence écrasante des entreprises ouest-allemandes qui commercialisaient leurs produits en ex-RDA. L'union monétaire avec, pour les salaires, un taux de change de 1:1 entre le Mark de l'Ouest et le Mark de l'Est provoqua une forte réévaluation du Mark-Est, une sorte de « big bang monétaire » qui aurait en soi mis en difficulté n'importe quelle économie, y compris parmi les plus développées d'Europe occidentale. À partir du 1<sup>er</sup> juillet, les salaires devaient être payés en DM et ils avaient tendance à augmenter sous la pression des syndicats. Ce choc monétaire révéla la faible productivité de l'industrie est-allemande, condamnant beaucoup d'entreprises à la faillite. En outre, l'ex-RDA perdit également une grande partie de ses débouchés extérieurs en Europe de l'Est. En 1991, son PIB ne représentait qu'environ 60 % de son niveau de 1989 ce qui entraîna des conséquences dramatiques pour l'emploi. Dès 1991, la moitié des emplois dans l'industrie avaient disparu<sup>(10)</sup>. Le taux de chômage en ex-RDA atteignait déjà 10 % en 1991, 15 % en 1993 et près de 20 % en 1997. L'économie ouest-allemande connaissait quant à elle en 1990 et 1991 un véritable « boom de l'unification », résultant notamment de la demande supplémentaire venant de l'Allemagne de l'Est, qui était en partie financée par les transferts financiers ouest-allemands. Les taux de croissance en ex-RFA en 1990 et en 1991 étaient supérieurs à 5 %.

### La privatisation des entreprises est-allemandes par la *Treuhandanstalt*

Parallèlement à l'introduction du *deutschemark* en RDA, l'avenir des entreprises et des terres nationalisées, également appelées en RDA « patrimoine du peuple » (*Volksvermögen*) était au cœur des débats<sup>(11)</sup>. En février 1990, un cercle de discussion portant le nom de « groupe libre de recherche sur l'autogestion » proposa la création d'une « agence fiduciaire » (*Treuhandanstalt*, THA) chargée de gérer l'ensemble des biens nationalisés. Le groupe avait été créé début 1989 autour de Wolfgang Ullmann, membre du mouvement des citoyens *Demokratie Jetzt*. Selon ce groupe, la THA devait permettre de sauvegarder le « patrimoine du peuple » à travers sa distribution à la population sous forme de bons de participation et la mise en place de l'autogestion dans les entreprises. La *Treuhandanstalt* fut créée par le gouvernement de transition de Hans Modrow le 1<sup>er</sup> mars 1990. L'un des objectifs principaux était la transformation des formes juridiques des entreprises. Par la suite, au cours de la préparation de l'union monétaire, la structure et l'objectif de la *Treuhandanstalt* furent modifiés, sous la pression des responsables politiques ouest-allemands qui rejetaient les projets initiaux est-allemands et les considéraient comme irréalistes et toujours marqués par la pensée étatiste. La loi sur la THA votée le 17 juin 1990 par le parlement est-allemand

10 DEUTSCHER BUNDESTAG (éd.), *Abschlussbericht* (note 3), p. 87.

11 Marcus BÖICK, *Die Treuhand. Idee, Praxis, Erfahrung 1990-1994*, Göttingen, Wallstein Verlag, 2018 ; Dierck HOFFMANN (éd.), *Transformation einer Volkswirtschaft. Neue Forschungen zur Geschichte der Treuhandanstalt*, Berlin, Metropol Verlag (Zeitgeschichte im Gespräch, Bd. 31), 2020 ; Marc KEMMLER, *Die Entstehung der Treuhandanstalt. Von der Wahrung zur Privatisierung des DDR-Volkseigentums*, Francfort-sur-le-Main, Campus, 1994.

définissait trois missions pour l'institution : la privatisation, l'assainissement et la fermeture d'entreprises (la privatisation étant désormais prioritaire)<sup>(12)</sup>.

Selon la vision optimiste des responsables politiques, les coûts de restructuration et d'assainissement de l'économie est-allemande pouvaient en grande partie être pris en charge par les investisseurs privés. Les recettes de la privatisation devaient servir à assainir une partie des entreprises ou à couvrir le coût social des fermetures. Dans cette conception, seul ce scénario idéal de « destruction créatrice » pourrait permettre d'atténuer la crise économique et sociale à l'Est et de réaliser la modernisation sans frictions majeures. Comme pour l'union monétaire, on assista à l'échec partiel de la stratégie optimiste basée sur la foi dans les forces d'autorégulation du marché et le refus de mise en place d'une stratégie de politique industrielle, pourtant réclamée par certains responsables politiques à l'Est comme à l'Ouest. Au deuxième semestre 1990, le nombre de privatisations était inférieur aux attentes du gouvernement. Plusieurs facteurs expliquent les réticences des investisseurs à s'engager à l'Est : l'endettement des entreprises, les coûts de mise en conformité technologique et écologique, les plans sociaux à mettre en place, l'augmentation rapide des salaires, le mauvais état des infrastructures est-allemandes et finalement les situations non clarifiées concernant le droit de propriété.

Fin 1990, le nombre d'emplois dans les entreprises gérées par la THA était tombé de 4 millions à 2,9 millions. À l'été 1991, il ne restait plus que 2,1 millions de salariés. Face à cette crise économique et sociale aiguë, les critiques envers la *Treuhand* se firent de plus en plus vives. L'opinion publique, notamment est-allemande, la jugeait souvent première responsable de la montée du chômage. La THA tenta alors de corriger en partie sa stratégie à travers des initiatives comme le « Projet commun pour l'essor économique à l'Est » (*Gemeinschaftswerk Aufschwung Ost*). Il s'agissait notamment d'améliorer la coopération entre l'État fédéral, les nouveaux *Länder* et la THA, et de prêter davantage attention aux conséquences sociales des stratégies appliquées. De plus, la loi du 5 avril 1991 sur le démantèlement des entreprises (*Spaltungsgesetz*) devait faciliter les ventes. Elle permettait de diviser les entreprises en plusieurs unités indépendantes, de sorte que leur nombre passa de 8 500 à plus de 12 000. En 1993, après de longues discussions entre le gouvernement, les sociaux-démocrates et le plus grand syndicat DGB, le « pacte de solidarité » prévoyait de moderniser et donc protéger certaines industries sur la base du concept de « noyaux industriels » (*industrielle Kerne*). Il s'agissait surtout de sauvegarder dans certaines régions des entreprises du secteur minier, de la chimie, de l'industrie métallurgique et de la construction mécanique, mais aussi des chantiers navals de la mer Baltique. Mais ces mesures, trop tardives et concédées après maintes pressions politiques, ne marquaient cependant pas un vrai tournant de la politique de la *Treuhand*.

Fin 1994, sur un total de 12 354 entreprises, le bilan de la THA affichait environ deux tiers privatisées (autour de 8 400) et environ 3 700 liquidées<sup>(13)</sup>. 2,5 millions d'emplois sur 4 millions dans les entreprises gérées par la THA furent supprimés.

---

12 Le 15 juillet 1990, l'Allemand de l'Ouest Rainer Maria Gohlke devenait président du directoire de la THA. Le 1<sup>er</sup> septembre, il fut remplacé par Detlev Carsten Rohwedder, un manager ouest-allemand. Dans le conseil d'administration de la THA tel qu'il fut constitué sur la base du traité d'unification du 31 août 1990, les Occidentaux étaient majoritaires.

13 INSTITUT FÜR WIRTSCHAFTSFORSCHUNG HALLE (éd.), *Vereintes Land* (note 1), p. 19.

Les privatisations mises en œuvre par l'agence n'ont pas, contrairement à ce que certains espéraient, permis de réaliser de bénéfices. Au contraire, l'agence a cumulé une dette d'environ 260 milliards de marks. Ce déficit massif était dû à la prise en charge des dettes des entreprises, à la mise en conformité écologique et aux coûts des plans sociaux<sup>(14)</sup>. Les fortes disparités régionales et sectorielles et la profonde crise sociale qui ont touché l'économie est-allemande s'expliquent en partie par les échecs de la stratégie de la THA. L'absence de réel contrôle parlementaire allait poser des problèmes supplémentaires dans la mesure où le manque de clarté des règles de fonctionnement administratif de l'agence n'allait pas tarder à engendrer des cas de corruption et d'abus. Face au mécontentement suscité par la désindustrialisation et le chômage de masse, l'autonomie relative de la THA en a fait un fusible à la disposition du gouvernement<sup>(15)</sup>.

### Les impacts sur les finances publiques

L'échec partiel de la stratégie de transformation rendait l'unification beaucoup plus coûteuse que prévu. L'espoir du gouvernement ouest-allemand qu'un « financement de démarrage » de l'économie est-allemande, tel qu'il fut prévu par le fonds d'unité allemande de 115 milliards de DM (plus tard augmenté à 160 milliards), allait suffire, était caduc dès 1990. Face aux problèmes économiques et sociaux en ex-RDA, les aides sociales, le soutien à l'investissement public et privé, les investissements pour moderniser les infrastructures devaient se multiplier. Contrairement aux promesses du début, on assistait alors à des augmentations d'impôt et de dette publique. En juillet 1991 fut introduit un impôt de solidarité (7,5 % de l'impôt sur le revenu). Entre 1991 et 1993, les impôts sur les produits pétroliers, le tabac et les assurances furent relevés et la TVA fut augmentée d'un point. En avril 1991, les cotisations pour l'assurance chômage augmentèrent de 2,5 points. La dette cumulée des collectivités territoriales (État fédéral, *Länder*, communes) a plus que doublé entre 1990 et fin 1997, passant de 929 milliards de marks à 2 135 milliards de marks, soit près de 60 % du PIB. Un programme pluriannuel d'aide pour les nouveaux *Länder* (le *Solidarpakt I*) fut signé pour une durée de dix ans (1995-2004) et doté de 105 milliards d'euros. En 2005, il fut suivi par le *Solidarpakt II*, doté de 156 milliards d'euros pour la période de 2005 à 2019. Depuis 2010, le taux d'endettement public a diminué de manière conséquente jusqu'à la crise du Covid. Néanmoins, depuis plusieurs années, les débats publics en Allemagne tournent autour de l'introduction en 2009 du « frein à l'endettement » (*Schuldenbremse*) qui est aux yeux d'une partie des forces politiques responsable du sous-investissement chronique dans les infrastructures.

### Les enjeux européens de l'unification

En 1989/90, l'attitude des partenaires internationaux de l'Allemagne face à la perspective de l'unification allemande fut, pour la très grande majorité, positive. Cela

14 Katja FUDER, «Schnelle Privatisierung für schnelle Erlöse. Wie die Transformation der DDR-Wirtschaft finanziert werden sollte», in: D. HOFFMANN (éd.), *Transformation einer Volkswirtschaft* (note 11), p. 70-84.

15 Andreas MALYCHA, «Politische Kontrolle? Die Bundesregierung und die Treuhandanstalt», in: D. HOFFMANN (éd.), *Transformation einer Volkswirtschaft* (note 11), p. 27-41.



n'excluait pas certaines craintes, notamment chez les partenaires européens : l'Allemagne unifiée ne sera-t-elle pas politiquement et économiquement trop dominante en Europe ? Assistera-t-on éventuellement à son éloignement de l'Europe de l'Ouest au profit d'une nouvelle orientation vers l'Est ?<sup>(16)</sup>

Il s'agissait alors pour des dirigeants européens comme François Mitterrand d'accompagner le processus d'unification allemande par un approfondissement des institutions de l'Europe, afin d'éviter toute possibilité de dérive nationaliste de la nouvelle Allemagne. Le prochain approfondissement prévu de la construction européenne était la mise en place d'une union monétaire. Depuis le début de la discussion sur la monnaie unique autour du « plan Werner » de 1970, l'Allemagne avait défendu une position correspondant à la « théorie du couronnement » selon laquelle une telle union ne devrait se réaliser qu'après un processus de convergence des économies et des politiques économiques des pays participants. En effet, l'Allemagne craignait le spectre d'une « union inflationniste » nécessitant de sa part un soutien important des pays plus faibles par des interventions coûteuses. Mais face à l'insistance de ces partenaires, elle accepta en 1990 de modifier sa position et l'accélération de l'introduction de la monnaie unique. Helmut Kohl et son gouvernement étaient convaincus que cette concession était une contrepartie indispensable pour l'unification allemande<sup>(17)</sup>. Cependant, soutenus par les pays partageant leur position, les dirigeants allemands exigeaient en retour que les institutions et la gouvernance de la future monnaie unique devaient être inspirées par le modèle de l'ordo-libéralisme et par la culture de stabilité allemande. Parmi les exigences intégrées dans le traité de Maastricht de 1992, dessinant l'architecture de la future monnaie européenne, figurait notamment l'indépendance de la future Banque centrale européenne lui permettant de défendre prioritairement la stabilité monétaire. On insistait également sur la nécessité de l'introduction de « critères de convergence » concernant l'inflation, les déficits budgétaires, les taux de change et les taux d'intérêts que devaient respecter les États souhaitant participer à la monnaie unique. Finalement, la clause du « *no-bail out* », selon laquelle aucun État ne devait intervenir pour résoudre les problèmes budgétaires d'un autre, correspondait également aux convictions allemandes en matière de politique économique et devait éviter des problèmes d'aléa moral. Cette configuration de départ allait déterminer les évolutions et débats économiques européens, toujours d'actualité.

En 1997, les principes d'inspiration allemande s'imposaient de nouveau dans le « Pacte de stabilité et de croissance » du « traité d'Amsterdam », qui stipulait que les critères de qualification pour l'Euro soient perpétués et leur non-respect sanctionné par des amendes pour les pays déficitaires. Selon la logique ordo-libérale prédominante en Allemagne, la mise en place des règles et institutions des traités de Maastricht et d'Amsterdam aurait dû suffire à créer une dynamique de croissance et la convergence économique entre les pays de la future monnaie unique. Il s'est avéré que cette approche était défailante. Après l'introduction de l'Euro en 1999, et jusqu'à la crise

---

16 Gisela MÜLLER-BRANDECK-BOCQUET (éd.), *Deutsche Europapolitik von Adenauer bis Merkel*, Wiesbaden, Leske und Budrich, 2010 ; Frank SCHIMMELPFENNIG, « Zwischen Neo- und Postfunktionalismus. Die Integrationstheorien und die Eurokrise », *Politische Vierteljahresschrift*, 53/3 (2012), p. 394-413.

17 Kristina SPOHR, *Wendezeit. Die neue Ordnung nach 1989*, Munich, DVA, 2019, p. 175 sq.

financière de 2007/2008, les pays du sud de l'Europe profitèrent des conditions de refinancement très favorables de leurs dettes publique et privées, à des taux d'intérêt réels bas, favorisant leur croissance. Cela a créé une forte divergence entre l'Allemagne affichant des excédents commerciaux de plus en plus importants et des pays européens avec de lourds déficits comme l'Espagne ou la Grèce. Leurs importations, qui profitaient à l'Allemagne, furent en partie financées par des crédits dont l'obtention fut facilitée par leur appartenance à la zone Euro.

La crise financière de 2008 allait révéler la fragilité et les problèmes structurels causés par ces distorsions économiques. Ainsi, en 2009/2010 lors de l'éclatement de la crise de la dette grecque, sous la pression des marchés financiers, l'Allemagne défendait d'abord une position orthodoxe. Selon elle, les difficultés grecques étaient le résultat des erreurs internes en matière de politique économique et budgétaire et le principe de « *no-bail out* » devait être strictement respecté. Au printemps 2010, elle accepta finalement un programme d'aide à la Grèce de 110 milliards d'euros. Il fut suivi par la mise en place du Fonds européen de stabilité financière (FESF) et en 2012 du Mécanisme européen de stabilité (MES) d'un montant de 700 milliards d'euros, auquel l'Allemagne devait participer à hauteur de 190 milliards d'euros. Mais en contrepartie de ces concessions, l'Allemagne insista pour que la mise en place du MES soit accompagnée par des mesures de contrôle renforcé des budgets nationaux par Bruxelles et des sanctions plus sévères en cas de déficits excessifs<sup>(18)</sup>. En revanche la mutualisation de la dette, par exemple à travers des *Eurobonds*, ainsi que des programmes européens de relance conjoncturelle ambitieux, restèrent tabous à Berlin.

En janvier 2012, sous l'impulsion du gouvernement Merkel, les pays membres de l'UE, à l'exception de la Grande-Bretagne et de la République tchèque, signaient le « traité pour la stabilité, la coordination et la gouvernance dans l'Union économique et monétaire » (TSCG) stipulant entre autres l'introduction de la « règle d'or » budgétaire pour les pays signataires. Il s'agissait en quelque sorte d'un nouveau transfert des principes du modèle allemand dans la mesure où une telle règle avait déjà été introduite en Allemagne en 2009.

L'été 2012, elle a dû néanmoins accepter une certaine inflexion de sa position orthodoxe. Lorsque les taux de refinancement de l'Italie et de l'Espagne frôlaient les 7 %, le président de la Banque centrale européenne Mario Draghi annonça que son institution achèterait des obligations d'État pour calmer les marchés secondaires, et cela sans fixation de limite. Le gouvernement allemand devait finalement se résoudre à accepter cette politique, pourtant initialement jugée contraire à la mission de la BCE. Le dernier épisode de la lente mais importante modification des positions allemandes fut l'acceptation par Berlin de la mise en place du fonds d'aide européen de 750 milliards d'euros pour aider les pays les plus frappés par les conséquences économiques de la crise sanitaire liée au Covid 19<sup>(19)</sup>.

18 Melanie MORISSE-SCHILBACH, « "Ach Deutschland!" Greece, the Euro Crisis, and the Costs and Benefits of Being a Benign Hegemon », *Internationale Politik und Gesellschaft online*, n° 1 (2011), p. 26-41.

19 Peter BECKER, « Changement de cap en Allemagne en matière de politique européenne : un repositionnement avec des limites », *Allemagne d'aujourd'hui*, 2 (2021), p. 68-78.

## Unification économique et réforme du « capitalisme rhénan »

En Allemagne même, la première phase après l'unification monétaire avait été marquée par l'effondrement économique et la désindustrialisation suite au choc de l'unification en 1990 et 1991 et nous en avons déjà évoqué l'ampleur. S'ensuivit une période de rattrapage de l'économie est-allemande entre 1992 et 1995, marquée par une croissance forte, entre 5 % et 7 % par an, et nettement supérieure à celle de l'ex-RFA qui fut touchée de plein fouet par la crise internationale à partir de 1993. Le scénario schumpétérien d'une crise de transition suivie par une modernisation spectaculaire permettant la convergence avec l'Ouest semblait alors se confirmer. La dynamique est-allemande au cours des premières années avait néanmoins un caractère partiellement artificiel, car elle était, pour partie, liée à l'investissement public dans le secteur du bâtiment est-allemand lequel fut rapidement hypertrophié<sup>(20)</sup>. On assista par conséquent, à partir de 1996, à une baisse des taux de croissance à l'Est et à un freinage net du processus de convergence avec l'Ouest. Face à cette évolution, certains problèmes structurels de l'Allemagne de l'Est, notamment le chômage très élevé, semblaient insurmontables. En réalité, au cours des années 90, c'est l'économie allemande dans son ensemble qui était fortement marquée par le choc de l'unification. La croissance demeurait relativement faible, le taux de chômage élevé et l'endettement public massif, jusqu'à mettre temporairement en cause la qualification du pays pour le futur euro. À la fin du XX<sup>e</sup> siècle, l'Allemagne était ainsi souvent considérée comme « l'homme malade de l'Europe ». La pression accrue sur le « site de production allemand », due à la globalisation et aux difficultés économiques et financières consécutives à l'unification, débouchait sur une réforme du « capitalisme rhénan », allant dans le sens de la dérégulation, la baisse des impôts, la réduction du coût du travail et la restructuration de l'État-social. On peut donc parler de « co-transformation » du système hérité de l'ancienne RFA.

Elle fut en partie réalisée par le gouvernement rouge-vert (SPD et *Grüne*) de Gerhard Schröder, arrivé au pouvoir en 1998 et qui lançait en 2003 une politique de réformes structurelles d'inspiration sociale-libérale proche de celle de Tony Blair en Grande-Bretagne<sup>(21)</sup>. Parmi ces réformes dites de « l'Agenda 2010 » figuraient notamment une diminution de l'allocation chômage (loi Hartz IV), les « jobs à 400 euros » partiellement exemptés de cotisations sociales ainsi qu'une réforme des assurances de retraite et de santé. Furent également mises en place des mesures de libéralisation des marchés financiers.

Parallèlement à cette politique, on assistait en Allemagne à une tendance à l'érosion du système des conventions collectives qui couvraient de moins en moins de salariés. C'est en Allemagne de l'Est que l'érosion du système des conventions collectives a été la plus forte après l'unification<sup>(22)</sup>. Face aux coûts salariaux jugés trop élevés, un certain nombre d'entreprises est-allemandes restaient à l'écart ou quittaient les associations patronales, ce qui les libérait de l'obligation de respecter les conventions collectives.

---

20 B. ZIELINSKI, *Allemagne 1990* (note 7), p. 208.

21 Christoph EGLE, *Reformpolitik in Deutschland und Frankreich: Wirtschafts- und Sozialpolitik bürgerlicher und sozialdemokratischer Regierungen*, Wiesbaden, VSA Verlag, 2009, p. 244 sq.

22 WIRTSCHAFTS- UND SOZIALWISSENSCHAFTLICHES INSTITUT DER HANS-BÖCKLER-STIFTUNG (éd.), *70 Jahre Tarifvertragsgesetz. Stationen der Tarifpolitik von 1949-2019*, Düsseldorf, 2019, p. 9.

Cette évolution, accompagnée de la stratégie de flexibilisation des accords de conventions collectives existants, à travers des « clauses d'ouverture », se traduit au cours des années 2000 par une stagnation voire un recul des salaires réels en Allemagne. Ce fut la base d'une augmentation de la compétitivité allemande sur les marchés internationaux en partie responsable des excédents allemands et des déficits commerciaux de certains de ses partenaires européens.

Politiquement, Gerhard Schröder paya le prix politique de l'Agenda 2010 qui tardait à produire les effets positifs promis et qui le rendit impopulaire auprès de ses propres électeurs. Ses conséquences sociales furent jugées contraires aux valeurs traditionnelles de la social-démocratie. Après plusieurs élections régionales perdues, le chancelier décida en 2005 de provoquer des élections anticipées au *Bundestag*, qui débouchèrent sur un gouvernement de « grande coalition » avec la nouvelle chancelière Angela Merkel.

### Problèmes structurels persistants en ex-RDA

Depuis le milieu des années 2000 on assiste à une amélioration globale de la situation économique en Allemagne unifiée, néanmoins interrompue par la crise financière de 2007 et par la crise du Covid en 2020. Les nouveaux *Länder* ont fortement profité de cette amélioration comme en témoigne la baisse du taux de chômage. Mais la situation de l'économie allemande depuis les réformes du gouvernement Schröder reste ambiguë. Si l'évolution positive de certains indicateurs macro-économiques est indéniable, on assiste également à une augmentation des inégalités et des emplois précaires ainsi qu'à un élargissement des secteurs connaissant des bas salaires. Les Allemands de l'Est sont davantage confrontés à ces phénomènes que ceux de l'Ouest.

Dans l'ensemble, il reste un certain nombre de caractéristiques structurelles problématiques qui marquent toujours l'économie est-allemande, même s'il faut relativiser la grille d'analyse est-ouest et souligner que de nombreuses régions en ex-RFA traversent des problèmes comparables. Tout d'abord, quelques chiffres globaux : les *Länder* de l'Est représentent 15 % de la population de l'Allemagne mais seulement 13 % des actifs et 11 % du PIB, tandis que la part des chômeurs est de 25 % du total des chômeurs allemands. Les recettes fiscales des *Länder* est-allemands ne représentent que 65 % de celles des *Länder* occidentaux les plus faibles en la matière<sup>(23)</sup>. Les investissements par habitant s'élevaient en 2017 à 4 805 euros dans les anciens *Länder* contre 2 948 euros dans les nouveaux *Länder*.<sup>(24)</sup> Globalement, on constate, en ex-RDA, de fortes disparités régionales. Certaines régions, notamment en Saxe et en Thuringe, sont particulièrement dynamiques et possèdent des sites de production très modernes dans les domaines de la micro-électronique (la Silicon Valley saxonne aux environs de Dresde), de l'automobile (Volkswagen à Dresde, Opel à Eisenach, BMW à Leipzig) ou dans celui de l'optique à Iéna<sup>(25)</sup>. En même temps, de nombreuses régions est-allemandes traversent des crises structurelles et sont marquées par un taux de chômage important, un revenu par tête en dessous de la moyenne et un solde migratoire négatif.

23 DEUTSCHER BUNDESTAG (éd.), *Abschlussbericht* (note 3), p. 76.

24 *Ibid.*, p. 75.

25 Boris GRÉSILLON, Béatrice von HIRSCHHAUSEN, « Les traces géopolitiques de la partition est-ouest », *Hérodote, Revue de géographie et de géopolitique*, n° 175 (2019), p. 105-130.

## Écart de productivité des entreprises

La productivité des entreprises reste un point faible de l'économie est-allemande. Au moment de l'unification, elle atteignait seulement 45 % du niveau occidental. Entre 1991 et 2003, elle a augmenté plus rapidement qu'à l'Ouest, mais on constate depuis un fort ralentissement du processus de convergence<sup>(26)</sup>. Mesurée en PIB par actif, la productivité à l'Est représente aujourd'hui 82 % du niveau ouest-allemand. Aucun des nouveaux *Länder* n'atteint la productivité du *Land* ouest-allemand le moins bien loti, la Sarre, même si un *Land* dynamique comme la Saxe en est proche<sup>(27)</sup>. Globalement l'écart de productivité entre l'Est et l'Ouest est toujours plus grand qu'entre le nord et le sud de l'Allemagne. Il faut néanmoins souligner que la productivité des nouveaux *Länder* s'est rapprochée de la moyenne européenne et qu'elle dépasse la plupart de celle des autres pays postcommunistes en Europe centrale et orientale<sup>(28)</sup>.

Plusieurs causes expliquent cet écart de productivité. Globalement, sur fond de densité industrielle moins forte<sup>(29)</sup>, la production dans les cinq nouveaux *Länder* est souvent orientée vers la production de biens intermédiaires à la valeur ajoutée limitée. La taille des entreprises joue également un rôle important<sup>(30)</sup>. Les PME, très importantes dans le tissu économique allemand, sont en moyenne plus petites qu'en Allemagne de l'Ouest et les entreprises de plus de 250 salariés sont moins nombreuses. La plus petite taille des PME explique en partie leurs problèmes pour trouver des débouchés, intégrer les réseaux de distribution et les circuits de financement. Ce sont souvent des petites entreprises fragiles, dont l'activité stratégique est souvent dépendante des marchés locaux et des commandes publiques, ce qui ne favorise pas leur accès aux marchés d'exportation. Leur faible rentabilité génère l'insuffisance de leurs capitaux propres et des problèmes de financement externe. Par ailleurs, pour les nombreuses PME qui sont des filiales des entreprises ouest-allemandes, elles figurent souvent comme de simples ateliers de sous-traitance sans véritable autonomie stratégique. À l'Est, on manque également de « champions cachés », c'est-à-dire de PME leaders sur leur marché au niveau mondial, fréquentes en ex-RFA.

En ex-RDA, il y a également moins de grandes entreprises et on manque de sièges sociaux de grands groupes. Aucune entreprise cotée au DAX, l'équivalent du CAC 40, se trouve à l'Est. En 2016, des 500 plus grandes entreprises en Allemagne, 464 avaient leur siège en Allemagne de l'Ouest et seulement 36 dans les nouveaux *Länder*. Cela pose problème car les très grandes entreprises ont souvent des activités à haute valeur ajoutée, réalisent plus facilement des gains de productivité, investissent davantage en recherche et développement et sont plus internationalisées<sup>(31)</sup>. Ainsi l'investissement dans la recherche et le développement à l'Est reste relativement faible. Des 61 milliards

---

26 INSTITUT FÜR WIRTSCHAFTSFORSCHUNG HALLE (éd.), *Vereintes Land* (note 1), p. 8.

27 *Ibid.*, p. 9.

28 *Ibid.*, p. 10.

29 La part des salariés dans l'industrie est de 24,8 % à l'Ouest contre 21 % à l'Est.

30 La taille des entreprises n'est pas le seul facteur d'explication. Même si on compare les catégories d'entreprises de même taille, un écart de productivité existe.

31 INSTITUT FÜR WIRTSCHAFTSFORSCHUNG HALLE (éd.), *Vereintes Land* (note 1), p. 9.

d'euros dépensés en 2015 par les entreprises pour la R&D, 56 milliards l'ont été à l'Ouest et seulement 5 milliards à l'Est<sup>(32)</sup>.

Pourtant, le stock de capital fixe est plutôt satisfaisant et avait déjà augmenté en volume de plus de 85 % entre 1991 et 2000. Calculé par habitant, il est passé de 41 % de la moyenne ouest-allemande, à plus de 70 % en 2000, et à 90 % en 2015. On ne peut donc pas parler d'un véritable manque de capital à l'Est, mais les productivités du capital et du travail restent néanmoins inférieures au niveau occidental<sup>(33)</sup>.

### La situation de l'emploi

En 2005, 15 ans après l'unification il y avait toujours 1,6 million de chômeurs en ex-RDA, ce qui correspondait à un taux de chômage d'environ 20 % de la population active. Ce chiffre fut deux fois plus important qu'à l'Ouest et cela dans le contexte d'une migration nette importante de la main-d'œuvre est-allemande vers l'ancienne RFA. Entre 1992 et 2005, le nombre de salariés assujettis à la sécurité sociale a diminué de façon drastique passant de 6,7 millions à 4,9 millions<sup>(34)</sup>. Dans les années suivant l'unification, c'est dans le secteur des services que s'est créé le plus grand nombre d'emplois. Cette dynamique ne suffisait néanmoins pas pour compenser les pertes d'emplois dans les autres secteurs comme l'industrie ou l'agriculture. Depuis 2015, dans le contexte global de l'amélioration de la situation économique de l'Allemagne, le taux de chômage à l'Est a constamment baissé pour atteindre environ 7 % en 2019 contre 5 % à l'Ouest<sup>(35)</sup>. Désormais, le plus grand problème de l'Allemagne de l'Est concernant le marché du travail est le manque de main-d'œuvre qualifiée, phénomène qui est par ailleurs également présent à l'Ouest. Entre 1989 et 2015, à cause de la seule migration est-ouest, les nouveaux *Länder* ont subi une perte nette de 1,9 million d'habitants<sup>(36)</sup>. On assistait au départ de personnes souvent jeunes et qualifiées qui étaient attirées par les bonnes perspectives d'emploi et le niveau des salaires à l'Ouest. Plus de la moitié étaient des femmes. Un cercle vicieux s'installait alors dans de nombreuses régions: le manque d'investissement et de création d'emploi favorisait les départs de la main-d'œuvre qualifiée, ce qui décourage les investisseurs potentiels et freine ainsi la dynamique économique. Ainsi, le nombre d'habitants et le nombre global d'heures travaillées se réduisent malgré une baisse du chômage.

Depuis 2012, le solde migratoire entre Est et Ouest est pratiquement équilibré<sup>(37)</sup>. Mais le nombre d'habitants de l'Allemagne de l'Est continue néanmoins à diminuer à cause de l'évolution démographique de sorte que le nombre d'actifs à l'Est devrait

32 *Ibid.*, p. 20.

33 *Ibid.*, p. 12.

34 BUNDESMINISTERIUM FÜR WIRTSCHAFT UND ENERGIE. DER BEAUFTRAGTE DER BUNDESREGIERUNG FÜR DIE NEUEN BUNDESLÄNDER (éd.), *Jahresbericht der Bundesregierung zum Stand der deutschen Einheit*, Berlin, 2020, p. 144.

35 BERLIN INSTITUT FÜR BEVÖLKERUNG UND ENTWICKLUNG (éd.), *Vielfalt der Einheit* (note 2), p. 26. Depuis une quinzaine d'années, le nombre d'actifs a augmenté à l'Est comme à l'Ouest.

36 INSTITUT FÜR WIRTSCHAFTSFORSCHUNG HALLE (éd.), *Vereintes Land* (note 1), p. 13.

37 Franka KÜHN, «Demographischer Wandel in West und Ost», in: BUNDESZENTRALE FÜR POLITISCHE BILDUNG (éd.), *Dossier demografischer Wandel*, 2016, [www.bpb.de/politik/innenpolitik/demografischer-wandel/196910/west-und-ost](http://www.bpb.de/politik/innenpolitik/demografischer-wandel/196910/west-und-ost).

baisser de 2/5 du niveau de 2015 jusqu'en 2060. Il est donc impératif pour l'Allemagne de l'Est d'attirer, pour compenser, une main-d'œuvre étrangère<sup>(38)</sup>.

### Les inégalités de revenus

30 ans après l'unification, la différence de niveau salarial entre l'ancienne RDA et l'Ouest demeure important et 62 % des Allemands estiment que cela représente la plus grande injustice dans le domaine économique. Au cours des premières années après l'unification, le revenu disponible à l'Est augmentait fortement passant de 61 à 79 % du niveau occidental. Depuis le milieu des années 90, cette réduction de l'écart salarial s'est fortement ralentie<sup>(39)</sup>. En 2018, le salaire nominal médian est-allemand ne représente qu'environ 80 % du salaire médian ouest-allemand<sup>(40)</sup>. À qualification et activité comparable, en ex-RDA, un salarié gagne 17 % de moins qu'un salarié de l'Ouest<sup>(41)</sup> tandis que les revenus disponibles par ménage atteignent 88,3 % de la moyenne nationale<sup>(42)</sup>. La part des salariés qui travaillent pour un bas salaire, soit deux tiers du salaire médian, était en 2017 beaucoup plus importante à l'Est avec 34 % qu'à l'Ouest qui affiche 17 %<sup>(43)</sup>. L'une des causes des revenus moins élevés est la structure sectorielle de l'économie est-allemande. Il y a ainsi davantage de personnes travaillant dans la restauration, le tourisme ou les services simples qui offrent des salaires très faibles. S'y ajoute le fait que la part la plus importante de petites et jeunes entreprises payant également des salaires très modérés est plus importante à l'Est. Les grandes entreprises industrielles des secteurs de la chimie, de l'automobile et de la construction de machines-outils qui payent des salaires importants se situent plutôt au sud et sud-ouest de l'Allemagne. On peut ajouter que la part des salariés qui sont couverts par des conventions collectives de branche qui garantissent globalement des revenus plus élevés, est plus faible à l'Est qu'à l'Ouest. En 2018, ce taux de couverture s'élevait à 49 % à l'Est contre 56 % à l'Ouest.

Comme dans d'autres domaines il faut nuancer, lors de l'analyse des écarts de revenus, la grille de lecture Est-Ouest. Ainsi, les différences concernant les revenus sont en partie plus importantes entre certaines régions de l'Ouest qu'entre l'ex-RDA et l'ex-RFA. Certains districts (*Landkreise*) au plus faible salaire se trouvent à l'Ouest, par exemple dans des régions marquées par les changements économiques structurels comme la Ruhr<sup>(44)</sup>.

Par ailleurs, le problème de la pauvreté est plus présent dans les nouveaux *Länder* avec un taux de pauvreté à l'Est de 17,9 % contre 15,4 % en Allemagne de

38 INSTITUT FÜR WIRTSCHAFTSFORSCHUNG HALLE (éd.), *Vereintes Land* (note 1), p. 14.

39 BERLIN INSTITUT FÜR BEVÖLKERUNG UND ENTWICKLUNG (éd.), *Vielfalt der Einheit* (note 2), p. 30.

40 INSTITUT FÜR WIRTSCHAFTSFORSCHUNG HALLE (éd.), *Vereintes Land* (note 1), p. 11.

41 BERTELSMANN-STIFTUNG (éd.), *30 Jahre deutsche Einheit. Gesellschaftlicher Zusammenhalt im vereinten Deutschland*, Gütersloh, 2020, p. 14.

42 BUNDESMINISTERIUM FÜR WIRTSCHAFT UND ENERGIE. DER BEAUFTRAGTE DER BUNDESREGIERUNG FÜR DIE NEUEN BUNDESLÄNDER (éd.), *Jahresbericht der Bundesregierung* (note 34), p. 17.

43 Tobias JAECK, «Der Niedriglohnsektor in Ost- und Westdeutschland», in: BUNDESZENTRALE FÜR POLITISCHE BILDUNG, *Lange Wege der deutschen Einheit*, [www.bpb.de/geschichte/deutsche-einheit/lange-wege-der-deutschen-einheit/47165/niedriglohnsektor](http://www.bpb.de/geschichte/deutsche-einheit/lange-wege-der-deutschen-einheit/47165/niedriglohnsektor).

44 BERLIN INSTITUT FÜR BEVÖLKERUNG UND ENTWICKLUNG (éd.), *Vielfalt der Einheit* (note 2), p. 30.

l'Ouest<sup>(45)</sup>. Les revenus de retraite sont également toujours plus faibles en Allemagne de l'Est<sup>(46)</sup>. On constate en outre de fortes disparités concernant le patrimoine individuel qui s'élevait, en 2017, à 55 000 euros à l'Est contre 121 500 euros à l'Ouest<sup>(47)</sup>.

Les données socio-économiques peuvent expliquer certaines frustrations d'une partie de la population est-allemande renforcées par la sous-représentation des Allemands de l'Est parmi les élites. Selon différentes études, seulement 3 à 8 % des positions les plus importantes et influentes au niveau national étaient occupées par des Allemands de l'Est alors que leur part dans la population est de 17 %. Avec 1 à 2 %, cette sous-représentation des citoyens des nouveaux *Länder* est particulièrement manifeste dans les domaines de la justice, de l'économie et de l'armée<sup>(48)</sup>.

## Conclusion

30 ans après l'unification, la « modernisation » de l'ex-RDA est indéniable, mais l'Allemagne est toujours marquée par des disparités économiques et sociales problématiques entre les anciens et les nouveaux *Länder*. Un certain nombre de ces problèmes renvoient aux effets à long terme du choix de la « thérapie de choc » choisie en 1990 pour réaliser la transformation systémique de l'ex-RDA. Au cours des années 1990, l'unification a considérablement aggravé les problèmes économiques et sociaux du « capitalisme rhénan », produisant un effet en retour sur les *Länder* de l'Ouest. Cela débouchait au début du XXI<sup>e</sup> siècle sur l'« Agenda 2010 » dont les effets sont ambivalents et, en partie, problématiques. Au niveau européen, l'unification a accéléré la mise en place de l'Union dont l'architecture institutionnelle et certains principes fondamentaux furent en partie inspirés par les positions allemandes, et qui depuis suscitent des débats controversés.

En ce qui concerne la comparaison entre l'Allemagne de l'Est et l'Allemagne de l'Ouest il faut nuancer l'analyse. En effet, d'importants écarts économiques et sociaux existent également entre les différentes régions de l'ancienne RFA. Au-delà de l'analyse du niveau de rattrapage de l'Allemagne de l'Est, il faut également insister sur le fait que de nouveaux paramètres d'évaluation d'un développement économique souhaitable doivent être pris en compte. Les crises financières et économiques ont en effet montré la fragilité d'un modèle économique basé sur la libéralisation et la dérégulation

45 WIRTSCHAFTS- UND SOZIALWISSENSCHAFTLICHES INSTITUT DER HANS-BOECKLER-STIFTUNG, *WSI Verteilungsmonitor*, [www.wsi.de/de/armut-14596-armutsquoten-15191.htm](http://www.wsi.de/de/armut-14596-armutsquoten-15191.htm).

46 Hermann BUSLEI, Johannes GEYER, Peter HAAN, « Gesetzliche Renten gleichen sich in Ost- und Westdeutschland an – dennoch klaffen Alterseinkommen auseinander », *DIW Wochenbericht*, 38 (2020), p. 713-719.

47 Markus M. GRABKA, Christoph HALBMEIER, « Vermögensungleicheit in Deutschland bleibt trotz deutlich ansteigender Nettovermögen hoch », *DIW Wochenbericht*, 40 (2019), p. 741.

48 DEUTSCHER BUNDESTAG (éd.), *Abschlussbericht* (note 3), p. 80. Sur la problématique des discriminations des Allemands de l'Est voir également : Michael BLUHM, Olaf JACOBS, *Wer beherrscht den Osten ? Ostdeutsche Eliten ein Vierteljahrhundert nach der deutschen Wiedervereinigung*, Leipzig, Institut für Kommunikations- und Medienwissenschaft der Universität Leipzig, 2016 ; Rebecca PATES, Maximilian SCHOCHOW (éd.), « Der Ossi ». *Mikropolitische Studien über einen symbolischen Ausländer*, Wiesbaden, VS Verlag für Sozialwissenschaften, 2013 ; Steffen MAU, *Lütten Klein. Leben in der ostdeutschen Transformationsgesellschaft*, Berlin, Suhrkamp, 2019.



tandis que le changement climatique renvoie de manière dramatique aux limites d'une logique classique d'accumulation de richesses. L'Allemagne unifiée et l'Europe sont confrontées à ces défis majeurs.

### **Résumé**

*L'article analyse la situation économique et sociale actuelle de l'Allemagne de l'Est sur fond d'une discussion sur les modalités de l'unification économique financière et sociale en 1990. Celle-ci s'est réalisée sous la forme d'un transfert rapide à l'Est des institutions ouest-allemandes et a pris la forme d'une « thérapie de choc ». Dans un premier temps, elle entraînait en ex-RDA une véritable désindustrialisation et l'augmentation massive du chômage. La contribution évoque ensuite les grandes étapes de l'évolution de l'économie est-allemande de l'unification jusqu'à aujourd'hui, marquée à la fois par une modernisation profonde et la persistance de problèmes structurels. Elle thématise également comment l'unification a, par un effet de retour, contribué à accélérer la transformation du « capitalisme rhénan », le modèle traditionnel ouest-allemand de régulation économique, et influencé en même temps la donne au niveau européen.*

### **Zusammenfassung**

*30 Jahre nach der Vereinigung analysiert der Beitrag die ökonomische und soziale Entwicklung in Ostdeutschland vor dem Hintergrund der zentralen Weichenstellungen des Jahres 1990. Es wird aufgezeigt, welche problematischen Folgewirkungen die im Einigungsprozess als „Schocktherapie“ konzipierte wirtschaftliche Transformationsstrategie hatte. Die neuen Bundesländer sind bis in die Gegenwart trotz aller Modernisierungserfolge der letzten Jahrzehnte mit sozioökonomischen Strukturproblemen konfrontiert, die im Beitrag thematisiert werden. Der Artikel behandelt gleichzeitig die Rückwirkungen der einschneidenden Konsequenzen des ökonomischen Vereinigungsprozesses auf den „rheinischen Kapitalismus“, also das traditionelle westdeutsche System wirtschaftlicher Regulierung. Die internationale Dimension wird durch die Thematisierung der Verbindung zwischen deutscher Vereinigung und europäischer Währungsunion in die Analyse einbezogen.*

### **Abstract**

*The article analyzes the current economic and social situation in East Germany against the background of a discussion on the methods of economic, financial and social unification in 1990. This took the form of a rapid transfer to the East from West German institutions and consisted in a „shock therapy“. Initially, this led to a real deindustrialization and a massive increase in unemployment in the former GDR. The contribution then discusses the major stages in the evolution of the East German economy from unification to the present day, which is marked both by profound modernization and the persistence of structural problems. It also thematizes how unification has, through a feedback effect, contributed to accelerating the transformation of “Rhine capitalism”, the traditional West German model of economic regulation and influenced at the same time the situation at the European level.*